

15.05.2025 - 11:01 Uhr

Communiqué de presse d'Alliance Sud et de Caritas Suisse du 15 mai 2025 / Le financement climatique de la Suisse reste largement insuffisant



Lucerne (ots) -

Peu avant l'entrée en fonction de la nouvelle administration américaine, la communauté internationale a décidé, lors de la COP29 à Bakou, de tripler son soutien financier à la protection du climat et à l'adaptation aux changements climatiques dans le Sud global. Dans la perspective des discussions à venir au Conseil fédéral, Alliance Sud et Caritas ont analysé les développements actuels du financement international dans le domaine du climat et montrent ce que la Suisse doit faire dès à présent pour renforcer la protection climatique mondiale.

Alors que Donald Trump a tenté, au cours des 100 premiers jours de son mandat, de bannir la question du réchauffement climatique de la politique et même de la science, les températures en Inde ont déjà atteint [plus de 40°C en avril, soit cinq degrés de plus que d'habitude à cette période](#). Le déni de Donald Trump ne résout toutefois pas la crise climatique. Limiter le réchauffement climatique mondial à 1,5°C reste dans l'intérêt de toutes et de tous. " La Suisse a doublement intérêt à protéger le climat mondial : premièrement, elle est touchée plus que la moyenne par le réchauffement climatique et, deuxièmement, il est vital pour elle que le multilatéralisme fonctionne et que la planète coopère sur la base de règles ", affirme Delia Berner, experte en politique climatique internationale chez Alliance Sud, le centre de compétence pour la coopération internationale et la politique de développement.

Contribuer équitablement au financement climatique

Le financement international dans le domaine du climat est un instrument essentiel pour permettre au monde de se développer tout en respectant le climat et de sortir au plus vite des énergies fossiles. Lors de la dernière conférence sur le climat (COP29) qui s'est tenue à Bakou en novembre 2024, la Suisse a accepté de contribuer au nouvel objectif de 300 milliards de dollars par an pour la protection du climat et l'adaptation aux changements climatiques dans le Sud global. Au vu de sa responsabilité élevée en matière d'émissions et de son poids économique, 1 % de l'objectif mondial pour la protection du climat est le minimum absolu pour la contribution de la Suisse. Cela signifie qu'elle doit passer à au moins 3 milliards de dollars par an d'ici 2030.

Le Conseil fédéral décidera de la contribution de la Suisse d'ici la fin de l'été. Dans sa nouvelle analyse " Financement climatique - plus urgent que jamais ! ", Alliance Sud explique en détail pourquoi notre pays doit contribuer beaucoup plus qu'aujourd'hui au financement climatique futur et comment il peut, à cette fin, générer des recettes supplémentaires selon le principe du pollueur-payeur. Car, comme l'affirme l'auteure Delia Berner : " Continuer à financer ces contributions sur le dos de la coopération au développement ne fait qu'aggraver les crises

mondiales. "

Comblent les lacunes du financement climatique suisse

Une nouvelle analyse de Caritas Suisse révèle où les fonds manquent si la Suisse continue à contribuer de manière insuffisante au financement climatique international. Elle a sondé les derniers chiffres disponibles sur l'argent consacré par la Suisse au financement climatique en 2021 et 2022 et étudié l'origine de ces fonds et leur utilisation. " En prélevant plus de 90 % des fonds destinés au financement international dans le domaine du climat sur le budget déjà limité de la coopération internationale, la Suisse affaiblit la lutte contre la pauvreté dans le Sud global ", dénonce Angela Lindt, responsable du service Politique de développement et du climat de Caritas.

De plus, l'analyse de Caritas montre qu'outre leur montant insuffisant, l'accessibilité des fonds climatiques suisses pour les populations locales des pays les plus pauvres constitue un défi majeur. Cela vaut en particulier pour les fonds mobilisés par le secteur privé, que la Suisse comptabilise dans son financement climatique. Ceux-ci ne peuvent pas non plus compenser l'insuffisance des moyens publics, car les attentes élevées placées dans les bailleurs de fonds privés n'ont pas été satisfaites jusqu'ici. Cela indique aussi qu'il faut trouver des sources de financement nouvelles et additionnelles pour les fonds publics destinés à la lutte contre le changement climatique afin que la Suisse puisse apporter sa contribution équitable.

Liens vers les nouvelles publications :

[Financement climatique - plus urgent que jamais](#)

[La contribution suisse au financement international de la protection du climat](#), Fact Sheet de Caritas et analyse des chiffres les plus récents

Pour tout complément d'information :

Alliance Sud, Delia Berner, experte en politique climatique internationale, tél. 077 432 57 46,
delia.berner@alliancesud.ch

Caritas Suisse, Angela Lindt, responsable du service Politique de développement et du climat, tél. 041 419 23 95,
alindt@caritas.ch

Medieninhalte



Les habitants de pays comme le Tchad sont particulièrement touchés par les conséquences du changement climatique. / Texte complémentaire par ots et sur www.presseportal.ch/fr/nr/100000088 / L'utilisation de cette image à des fins éditoriales est autorisée et gratuite, pourvu que toutes les conditions d'utilisation soient respectées. La publication doit inclure le crédit de l'image.

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100000088/100931667> abgerufen werden.